

par une plus forte volonté de pousser le développement durable à l'échelle municipale (70%) mais 52% des sympathisants de Droite, 50% des personnes sans préférence partisane et 45% des sympathisants frontistes font part du même désir. La question du développement durable transcende donc pour partie les clivages politiques, même si les sympathisants écologistes (88%) apparaissent les plus volontaires. Les habitants des plus grandes villes françaises sont également plus susceptibles d'exprimer ce souhait que les habitants des communes rurales (61% contre 49%). Relevons en outre que **les trois-quarts des Français, quelle que soit la proximité politique ou le lieu de vie confondus, sont convaincus de la possibilité de concilier la prise en compte de l'environnement et la baisse des dépenses publiques** (73%, dont 29% tout à fait).

2. La perception de l'éclairage public communal

- La question de l'éclairage public n'est pas anodine **puisque 90% des Français estiment que « l'éclairage public contribue à la sécurité des habitants », 71% qu' « un éclairage public de qualité peut renforcer l'attractivité d'une commune » et 62% que « la qualité de l'éclairage public d'une commune est révélatrice de son dynamisme »**. Les personnes âgées et les sympathisants de Droite sont particulièrement d'accord avec ces affirmations.
- **7 Français sur 10 se déclarent satisfaits de l'éclairage public dans leur commune (71%) mais seul 1 sur 10 fait part d'une très forte satisfaction (11%)**. Parmi les Français insatisfaits sur ce point, soit 26% de la population au global, sont légèrement surreprésentés les personnes de 35 à 49 ans (30%), les membres des catégories populaires (30%), les habitants des villes de 50 à 100 000 habitants (35%) ainsi que les personnes habitant un logement HLM (35%). Notons que parmi les habitants insatisfaits, on note également autant de personnes qui estiment que le développement durable est trop intégré dans les politiques municipales que pas assez (respectivement 35% et 32%).
- Plus précisément, **66% des Français estiment que les édifices religieux dans leur commune sont éclairés « comme il faut », pour 20% « trop » et 7% « pas assez »**. Dans les mêmes proportions, **65% jugent positivement l'éclairage des bâtiments publics**, pour 23% qui les jugent trop éclairés et 4% pas assez. **Concernant les monuments, 57% considèrent qu'ils sont éclairés comme il faut**, pour 18% trop et 5% pas assez. Globalement, **les Français sont donc majoritairement satisfaits et les critiques portent**

davantage sur un « sur-éclairage » que sur un « sous-éclairage ». Une **exception toutefois** à cette logique : **si deux-tiers des répondants estiment que les rues de leur commune sont éclairées « comme il faut »**, 23% regrettent qu'elles ne soient pas assez éclairées pour seulement 8% trop éclairées.

Dans le détail, **les 35-49 ans, les CSP+ ainsi que les habitants de communes de plus de 20 000 habitants (particulièrement des villes de plus de 200 000 habitants) et ceux considérant qu'il est possible de concilier le respect de l'environnement et la baisse des dépenses publiques tendent davantage à considérer les différents monuments et bâtiments comme trop éclairés.** Cet avis est partagé à la fois par ceux souhaitant qu'à l'avenir le développement durable **soit davantage** pris en compte dans les décisions communales mais aussi **par ceux souhaitant qu'il le soit moins, signe que différentes motivations se cachent derrière ce constat d'un éclairage trop important dans les communes.** Les Français souhaitant que cet enjeu soit moins intégré à l'avenir considèrent d'ailleurs également davantage l'éclairage comme insuffisant. Parallèlement, **les rues ressortent comme n'étant pas assez éclairées particulièrement au yeux des habitants des communes de tailles intermédiaires (de 20 000 à 100 000 habitants), des femmes, et des 35-49 ans** qui considèrent pourtant plus que la moyenne que les bâtiments sont trop éclairés. Enfin, les Français insatisfaits de l'éclairage public dans leur commune soulignent davantage que la moyenne un surplus ou un manque d'éclairage, notamment pour les rues que 62% considèrent comme n'étant pas assez éclairées.

Si l'on recentre sur une échelle encore plus restreinte, relevons que **64% des Français considèrent leur rue éclairée « comme il faut »**, 9% trop et 20% pas assez, proportion qui atteint 23% parmi les femmes et 28% parmi les Français résidant dans un appartement HLM.

- **21% des Français estiment que l'éclairage public de leur commune occasionne des nuisances.** Dans le détail, les principales nuisances occasionnées par l'éclairage public communal sont, selon les Français, **la consommation d'énergie trop importante (45%), des dépenses publiques excessives (34%) et un sentiment d'insécurité du fait d'un mauvais éclairage (24%).** En revanche, relativement peu de répondants mentionnent la gêne pour la faune, la biodiversité (14%) ou un excès de lumière (13%). Dans le détail, les sympathisants écologistes mettent plus l'accent sur le caractère énergivore de l'éclairage public (58%) et les risques pour la biodiversité (36%) quand les personnes sans préférence partisane insistent un peu plus sur les dépenses engendrées (41%) et les sympathisants du FN sur le sentiment d'insécurité (32%). Ce dernier point est également un peu plus souligné par les femmes (26%), les habitants en HLM (37%) et les personnes pas satisfaites de l'éclairage public dans leur commune (45%).

3. L'éclairage public et les dépenses communales

- **61% des Français** (et même 67% des ruraux) **pensent que l'éclairage public correspond à moins de 20% des dépenses d'électricité de leur commune, quand seuls 34% donnent une estimation supérieure à 20%** (22% entre 21% et 30%, et 12% plus de 30%). Or, en réalité, selon l'Ademe, en moyenne plus de 30% du budget des dépenses d'électricité des communes sont consacrés à l'éclairage public.
- Pour réduire le montant des dépenses d'électricité tout en préservant la qualité de l'éclairage dans les communes, une majorité des Français estime qu'il faudrait surtout **remplacer les luminaires existants par des éclairages moins consommateurs d'énergie** (73%) avant d'adapter l'éclairage à la vie des quartiers en fonction de l'heure et du jour (47%) et de diminuer le nombre de monuments éclairés dans la commune (33%). L'amélioration de l'efficacité énergétique des luminaires constitue la solution privilégiée par toutes les catégories de répondants, et particulièrement dans les plus grandes villes (87% des habitants des communes de plus de 200 000 habitants). Un quart privilégie ensuite comme solution le fait de réduire l'intensité des éclairages actuels (25%) ou d'éteindre totalement les lumières à certaines plages horaires de la nuit (22%, 33% des ruraux). En revanche très peu indiquent qu'il faudrait diminuer le nombre de luminaires ou de rues/routes éclairées. Relevons enfin que **86% des répondants considèrent qu'« il est possible de mettre en place des éclairages festifs de qualité (comme par exemple à Noël) tout en maîtrisant les coûts budgétaires pour les communes »**, autre signe que les dépenses liées à l'éclairage public n'apparaissent pas comme une fatalité.

Au final, si des différences dans l'intensité des réponses peuvent être relevées en fonction notamment de la sympathie partisane des répondants ou de leur lieu de vie actuel, une majorité de Français, toutes catégories confondues, souhaite voir le développement durable davantage pris en compte dans les décisions à l'échelle communale. **Globalement satisfaits de l'éclairage public de leur commune et dans leur rue, les Français estiment relativement mal le coût qu'il représente, mais pressentent qu'il existe des pistes d'amélioration en matière d'efficacité énergétique.** Les évolutions qu'ils appellent alors de leurs vœux ne consistent pas à réduire l'éclairage public, ce qui pourrait accroître le sentiment d'insécurité, mais davantage à rationaliser et améliorer l'éclairage existant.

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un acteur historique du marché des études et le Groupe est présent dans le monde entier. La structure française, dirigée par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur www.harrisinteractive.fr, [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

Contacts :

Harris Interactive en France :

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier - 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr